



La quinzaine nordique

© DG Trésor

N° 202 du 4 septembre 2020

Pays Nordiques

	Suède	Danemark	Norvège	Finlande	Islande
Nombre de cas	84 532	17 195	11 034	8 200	2 121
Cas/10 000 hab.	82,63	30,71	20,43	14,91	58,92
Nombre de décès	5 820	626	264	336	10
Décès/10 000 hab.	5,69	1,12	0,49	0,61	0,28
Décès/cas	6,88%	3,64%	2,39%	4,10%	0,47%

Chiffres du 3 septembre à 10h00

Selon les dernières prévisions de la banque Nordea, l'ampleur de la baisse de PIB et la reprise de l'économie attendues pour la Suède (-3,5% en 2020 et +4% en 2021), la Norvège (-3,5% en 2020 et +4% en 2021), le Danemark (-4,5% en 2020 et +3% en 2021) et la Finlande (-5% en 2020 et +3% en 2021) restent assez homogènes. Concernant la zone Euro, Nordea table sur une baisse du PIB de 8% en 2020 et sur une nette reprise dès 2021 (+5%).

Danemark

Un projet contraint de loi de finances 2021. Le ministre des Finances, Nicolai Wammen, vient de déposer le projet de loi de finances, qui va être discuté par le *Folketing* dans les semaines à venir. Le PLF 2021 a pour objectif de lutter contre le chômage tout en soutenant les entreprises et les emplois danois. Un « trésor de guerre » de 9,2 Mds DKK (1,3 Md€) devrait être destiné à soutenir l'économie et garantir un financement suffisant des dépenses de santé supplémentaires, voire un futur vaccin corona. Les autres gros postes de dépenses envisagés sont : 2,1 Mds DKK (282 M€) attribués à la réforme de la police, 750 M DKK (100 M€) pour la recherche environnementale et 150 M DKK (10 M DKK) pour venir en aide aux enfants vulnérables. Certains partis de la coalition soutenant le gouvernement jugent les efforts insuffisants en matière de transition écologique. Le gouvernement prévoit, par ailleurs, 1,5 Md DKK (200 M€) comme marge de négociation avec les autres partis.

L'emprunt de l'Etat danois révisé à la hausse pour 2020. Alors que le projet de loi de finances prévoit un déficit budgétaire structurel de 0,5% du PIB en 2021, le gouvernement devra emprunter 374 Mds DKK (50 Mds€) en 2020, soit 25% de plus que sa prévision précédente de 294 Mds DKK (39,5 Mds€) datant de mai 2020. L'augmentation est principalement due au dégel et au paiement des congés vacances, ainsi qu'à d'autres dépenses extraordinaires en cette période de crise.

Des prêts à taux 0% pour des projets verts dans le secteur de l'agriculture. La banque danoise Nykredit a décidé d'allouer 500 M DKK (67 M€) à des prêts à taux 0% pour des clients agriculteurs qui décideraient d'investir dans des projets écologiques. C'est une mesure sans précédent pour la banque afin d'accélérer la transition verte chez ses clients.

Finlande

Le ministère de l'Economie a lancé une étude sur l'impact des mesures de soutien. Le ministère a décidé du lancement d'une évaluation indépendante portant sur les aides accordées aux entreprises en difficulté en raison de la crise du coronavirus. Une première phase consistera à analyser les effets de court terme des aides octroyées : prévention des faillites d'entreprises, impact sur la productivité, etc. Deux autres évaluations de long terme seront ensuite menées entre 2021 et 2023 afin d'identifier les formes d'aides les plus efficaces, l'objectif final étant de dresser le bilan du soutien financier afin d'appuyer les décisions politiques en cas de nouvelle crise. Au total, entre les mois de mars et juin 2020, l'aide financière de l'Etat a atteint environ 22 Mds€. Environ la moitié (10,2 Mds€) a consisté en des prêts et des garanties, tandis que l'enveloppe des aides directes aux entreprises et aux entrepreneurs a atteint 10,4 Mds€ et le report du paiement des contributions de retraite 1,5 Mds€.

Plusieurs entreprises ont récemment annoncé des plans sociaux. La compagnie aérienne Finnair a entamé des négociations pour le licenciement de près de 1 000 employés. Ces licenciements concerneront uniquement les effectifs de terre, tandis que les effectifs du personnel navigant seront maintenus. L'armateur Viking Line a quant à lui annoncé la modification de termes d'emploi de 200 employés et le fournisseur de services Swissport Finland va supprimer 700 postes. Pour les industries, le chantier naval de Meyer Werft situé à Turku a annoncé devoir procéder au licenciement de 166 employés alors que la fermeture d'une usine d'UPM va entraîner le licenciement de 850 employés, dont la plupart en Finlande. En ce qui concerne le tourisme lapon, North European Invest a entamé des négociations portant sur environ 2 000 employés et saisonniers d'hôtellerie et de station de ski.



Islande

Les mesures de soutien aux salariés et entreprises ont été renouvelées. Le gouvernement a décidé de : prolonger jusqu'au 31 octobre le système actuel de compensation des salaires des employés à temps partiel, d'étendre de 3 à 6 mois la période pendant laquelle le versement des allocations chômage est indexée sur le salaire antérieur, de maintenir jusqu'à fin 2021 la compensation des salaires des personnes placées en quarantaine. Fin juillet, le taux de chômage était de 8,8 % et devait atteindre 9% en août selon les analystes. 21 000 personnes bénéficient actuellement des allocations chômage (y compris partiel), dont 7 000 ressortissants étrangers, soit près d'un sur cinq.

Le secteur du tourisme en proie à des difficultés. 45 000 touristes étrangers sont partis de l'aéroport international de Keflavik en juillet, contre 231 000 en juillet 2019, soit une baisse de 80%. Depuis le début de l'année, 387 000 touristes étrangers sont arrivés sur le territoire, soit 65,8% de moins que l'année dernière. Le groupe Islandair est particulièrement touché par des mois d'activité quasiment à l'arrêt et tente autant que possible d'améliorer sa situation financière. Au cours des six derniers mois, le cours de l'action du groupe a chuté de 88,55%. Après plusieurs semaines de négociations ardues, des accords ont été obtenus avec son personnel, ses créanciers, ainsi qu'avec Boeing au sujet de l'immobilisation des 737-MAX. Le gouvernement islandais a quant à lui récemment annoncé qu'il octroierait à la compagnie une ligne de crédit garantie d'un montant de 102 M€. Cette décision reste toutefois soumise à un accord entre les parties sur les conditions, à l'approbation du Parlement, ainsi qu'au succès de la restructuration financière initiée par le groupe, laquelle dépend en grande partie d'un appel d'offre public prévu fin septembre et visant à rassembler 124 M€ sous la forme de nouvelles actions.

Le projet islandais de séquestration du carbone Carbfix prend une nouvelle ampleur. Un accord a été conclu avec la compagnie énergétique Orka náttúrunnar et la société suisse Climeworks. Une nouvelle installation sera construite à Hellisheiði, dans le sud-ouest de l'Islande, et devrait permettre de séquestrer environ 4 000 tonnes de dioxyde de carbone par an. La méthode islandaise de pompage qui dissout le CO₂ dans le basalte et le transforme en roche, sera couplée à la suisse, baptisée Direct Air Capture, qui extrait le dioxyde de carbone directement de l'air libre, capturant les gaz à effet de serre qui sont déjà présents dans l'atmosphère. L'objectif du projet est de capturer une quantité accrue de CO₂ ainsi que d'intensifier l'utilisation de la technologie en Islande puis à l'étranger.

Norvège

Le PIB continental norvégien a reculé de 6,3% au deuxième trimestre par rapport à février, malgré une reprise de l'activité en mai et juin. Il s'agit de la baisse la plus importante de l'histoire enregistrée par le Bureau central des statistiques.

Les exportations de produits industriels norvégiens (hors hydrocarbures et électricité) ont reculé de 2% en valeur sur la période janvier-août 2020, par rapport au premier semestre 2019 (21,3 Mds€ contre 21,8 Mds€). Le volume des exportations, en revanche, a baissé de 7%.

La couronne norvégienne est à son plus haut niveau par rapport au dollar depuis le début de l'année. Un dollar valait 11,81 NOK le 20 mars, contre 8,78 NOK hier 31 août. Selon des experts, deux tendances peuvent expliquer cette hausse du cours de la couronne : premièrement, la hausse des taux d'intérêts devrait être annoncée plus tôt que dans d'autres pays en raison de la bonne santé de l'économie norvégienne, et deuxièmement, l'optimisme ambiant sur les marchés mondiaux renforce généralement les devises périphériques comme celle de la Norvège.

D'après l'organisation patronale NHO, l'amenuisement des recettes pétrolières a mis un terme à « l'âge d'or de l'économie norvégienne ». Dans son nouveau rapport « Neste trekk » (prochaine étape), NHO invite les pouvoirs publics à s'attacher aux objectifs suivants : croissance de 2,3% par an, augmentation du taux d'emploi (de 73,1 à 77,5%), renforcement du secteur privé face au secteur public, allègement de la fiscalité des entreprises (de 43 à 40% de taxes cumulées), renforcement de la formation, baisse des émissions de CO₂ et augmentation du taux de syndicalisation (de 60 à 63%). Ce document a été présenté à la PM Erna Solberg et au président du parti Travailleuse, Jonas Gahr Støre, lundi 31 août.

Suède

PIB. Magdalena Andersson, ministre des Finances, révise les perspectives d'évolution du PIB suédois de -6 à -4,6% en 2020 et de +3 à +4,1% en 2021. Le PIB a chuté de 8,3% au T2 selon l'Office suédois des statistiques SCB.

Le gouvernement compte présenter des mesures de relance pour près de 10 Mds€ en 2021 (2% du PIB). La politique de rigueur menée depuis 1994 arrive en fin de cycle et le gouvernement anticipe une augmentation de la dette Maastrichtienne de 35% en 2019 à 42% en 2021.

L'indice PMI des directeurs d'achats est passé de 51,4 en juillet à 53,4 en août, à son niveau le plus élevé depuis fin 2018. D'après Jörgen Kennemar, analyste chez Swedbank, « cela ne signifie pas nécessairement que l'industrie est de retour aux niveaux de production observés avant la pandémie. Pour cela, une période de croissance doit durer plus de deux mois ».



Obligations vertes souveraines. Dans le sillage de la France, la Suède a émis ses premiers *green bonds* souverains le 1^{er} septembre pour un montant total de 20 Mds SEK (1,9 Md€) et une maturité de 7 à 10 ans. Ils contribueront au financement de la transition écologique suédoise afin d'atteindre l'objectif de neutralité carbone d'ici 2045. La modernisation du réseau ferroviaire, la protection de la nature et le programme national d'investissements pour le climat sont les premiers secteurs visés par l'émission obligataire.

L'excédent commercial (biens) a atteint 4,3 Mds€ au cours des 7 premiers mois de l'année selon l'Office suédois des statistiques (SCB), soit presque le double par rapport à la même période en 2019 (2,4 Mds€). Ce solde positif n'est pas le résultat d'échanges dynamiques, mais d'une baisse moins importante pour les exportations (-8%) que pour les importations (-10%). On notera aussi que les échanges avec l'UE sont largement déficitaires (-9,2 Mds€), alors que ceux avec les pays hors UE sont fortement excédentaires (13,5 Mds€).

Au total, 96 105 personnes ont été licenciées depuis le début du mois de mars. Récemment, les 10 000 employés de Scania ont reçu une proposition de prime de départ volontaire de 200 000 SEK (19 000€). Scania a précisé que cette possibilité ne serait ouverte qu'aux personnes occupant une position dite «critique pour l'entreprise». La filiale de Geely, Cevt, procède quant à elle à 180 licenciements en Suède. Cevt, qui emploie environ 2 000 personnes, souhaite devenir le centre mondial de Geely pour les solutions de mobilité, telles que les voitures autonomes.

Le groupe pharmaceutique suédo-britannique AstraZeneca lance la phase 3 de son vaccin anti-covid, baptisé AZD1222, aux Etats-Unis. Il sera testé sur 30 000 adultes avec des origines ethniques et géographiques différentes.

Hôtellerie. Après une embellie en juin et juillet, la situation se dégrade à nouveau au mois d'août : le taux de remplissage des hôtels de Stockholm a baissé de 88% entre le 16 mars et le 19 août par rapport à la même période en 2019 (-80% à Göteborg et -71% à Malmö). Sur le plan national, la baisse a été de 61% durant cette période.

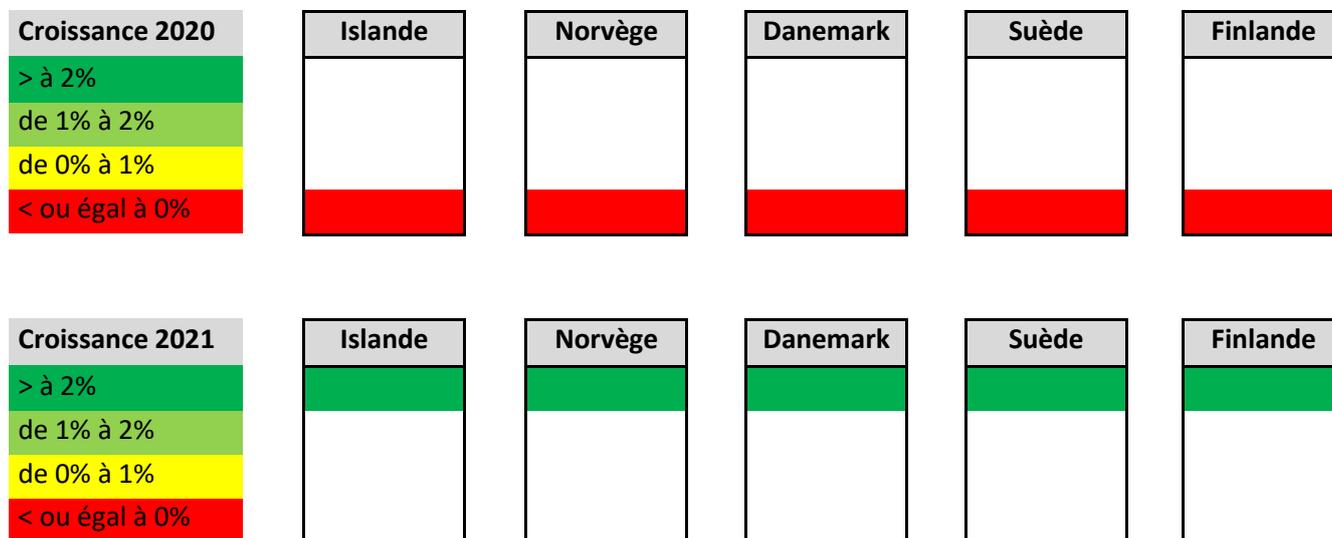
Klarna a bénéficié de la hausse des achats en ligne générée par la pandémie. Les pertes sur créances ont cependant augmenté à près de 1,2 Md SEK (120 M€) au cours des six premiers mois de l'année, soit près de deux fois plus qu'en 2019. Selon Klarna, l'expansion rapide vers de nouveaux marchés est la raison pour laquelle le nombre de nouveaux clients a augmenté, ce qui à son tour affecte négativement les pertes de crédit. Le CEO de Klarna a par ailleurs annoncé une introduction en bourse aux Etats-Unis dans les prochains mois. Cette nouvelle a fortement déçu en Suède, où les licornes nationales sont systématiquement rachetées par des entreprises américaines (Skype, iZettle) ou entrées en bourse outre-Atlantique (Spotify, Klarna).

Amazon s'implantera en Suède à l'automne. Si la date de démarrage de ses activités n'est pas encore connue, Amazon fait déjà trembler le secteur du commerce de détail, fortement fragilisé après la crise de la covid-19, et fait craindre de nombreuses fermetures de boutiques et des pertes d'emplois importantes.



La quinzaine nordique – 4 septembre 2020 © DG Trésor

1. Prévisions de croissance pour les pays nordiques



Source : Commission Européenne, prévisions d'été (juillet 2020).

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
	2020	2021	2020	2021	2020	2021	2020	2021	2020	2021
PIB										
Gouvernement	-5,3	4,0	-5,5	1,3	-2,0	2,0	-4,6	4,1	-9	5,0
Banque centrale	-	-	-5,3 à -13,2	3,5 à 6,9	-1,7	3,8	-6,9	4,6	-8,0	2,4
Institut stat./conj****	-3,5 à -5,5	-	-1 à -5	1,1	-3,9	4,3	-5,7	3,4	-8,4	4,9
Commission*	-5,2	4,3	-6,3	2,8	-5,5	3,0	-5,3	3,1	-5,0	2,4
FMI**	-6,5	6,0	-6,5	3,1	-6,3	2,9	-6,8	5,2	-7,2	6,0
OCDE***	-5,8	3,7	-7,9	3,7	-6,0	4,7	-6,7	1,7	-9,9	4,6
SEB	-4,5	5,0	-2,9	3,2	-2,6	3,4	-3,8	4,2	-	-
Nordea	-4,5	3,0	-5,0	3,0	-3,5	4	-3,5	4,0	-	-
Danske Bank	-2,5	2,5	1,0	1,4	-3,5	3,5	0,7	1,5	-	-

Source :

* Prévisions de printemps (mai 2020) et d'été (juillet 2020)

** World Economic Outlook (avril 2020)

*** Perspectives économiques (juin 2020)

**** Suède : Konjunkturinstitutet (KI), Danemark : Conseil des Sages, Norvège : SSB, Finlande : ETLA, Islande : Statice

Code couleur des mises à jour :

En gras : mise à jour sans changement

En rouge : dégradation

En vert : amélioration



2. Autres indicateurs macroéconomiques

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
	2020	2021	2020	2021	2020	2021	2020	2021	2020	2021
Déficit public										
Gouvernement	-7,2	-1,8	-7,2	-4,0	7,6	-	-7,8	-2,7	-1,7	-
Commission*	-7,2	-2,3	-7,4	-3,4	4,7	9,2	-5,6	-2,2	-5,9	-2,9
FMI**	-7,0	-0,3	-6,7	-3,8	0,8	3,7	-5,3	-1,6	-6,7	-4,0
OCDE***	-9,1	-7,2	-8,4	-7,4	-2,4	-0,1	-8,8	-8,5	-9,8	-6,4

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
	2020	2021	2020	2021	2020	2021	2020	2021	2020	2021
Dettes publiques										
Gouvernement	43,2	41,5	69,1	71,5	-	-	46,0	42,0	-	-
Commission*	44,7	44,6	69,4	69,6	46,7	43,2	42,6	42,5	48,5	48,8
FMI**	31,8	33,8	59,1	59,9	40,0	40,0	35,4	33,8	31,5	29,6

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
	2020	2021	2020	2021	2020	2021	2020	2021	2020	2021
Autres										
inflation (IPCH)*	0,3	1,2	0,3	1,1	0,3	1,5	0,6	1,1	5,5	4,2
cons. privée*	-6,4	5,9	-7,9	4,9	-7,4	3,3	-5,2	3,4	-5,3	0,2
chômage (BIT)*	6,4	5,7	8,3	7,7	7,1	5,5	9,7	9,3	7,3	6,7

Source :

* *Prévisions de printemps* (mai 2020) et *d'été* (juillet 2020)

** *World Economic Outlook* (avril 2020, prévision de la dette publique non publiée)

*** *Perspectives économiques* (juin 2020)

**** Suède : *Konjunkturinstitutet (KI)*, Danemark : *Conseil des Sages*, Norvège : *SSB*, Finlande : *ETLA*, Islande : *Statis*

Code couleur des mises à jour :

En gras : mise à jour sans changement

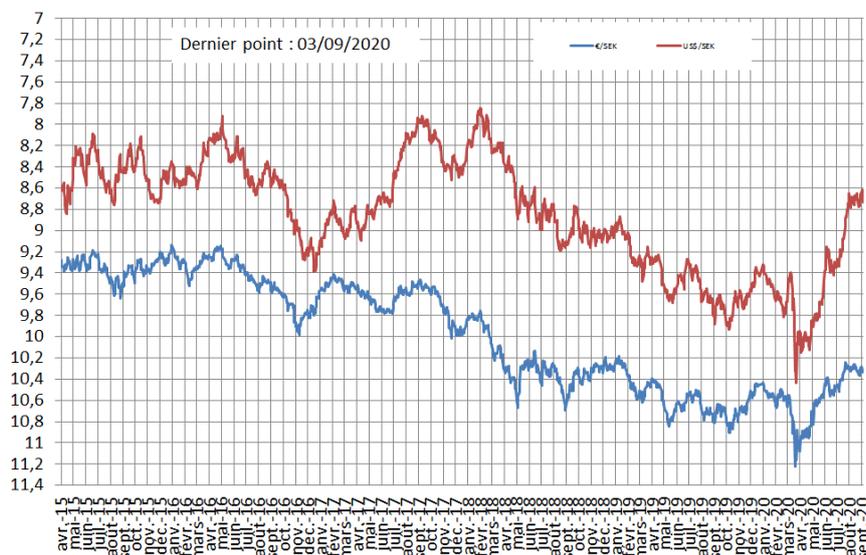
En rouge : dégradation

En vert : amélioration

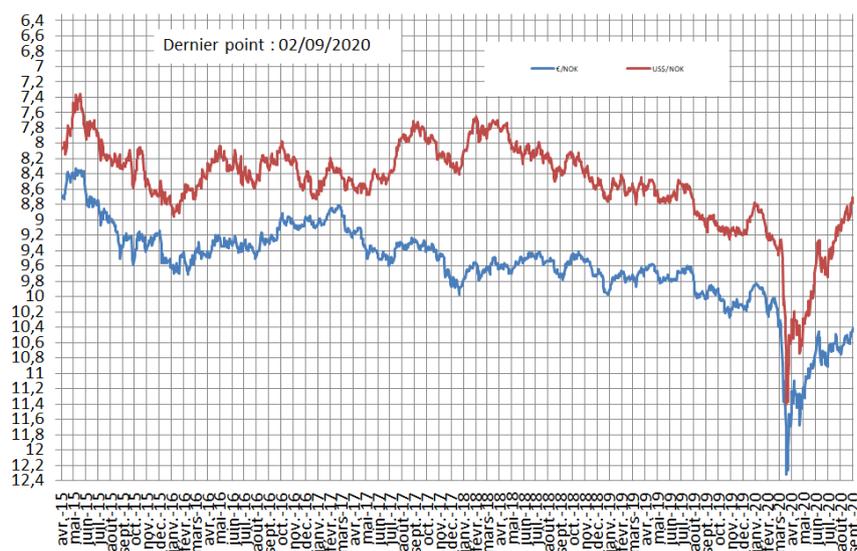


3. Evolution des taux de change

Couronne suédoise



Couronne norvégienne



Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique (adresser les demandes à eric.duedal@dgtresor.gouv.fr).

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Directeur de la publication : Eric Duedal (Chef du SER)

Revu par : Ingaliil d'Armaillé (Conseiller financier)

Service Économique Régional (SER) de Stockholm

Ambassade de France en Suède

Adresse : Storgatan 11 // 114 44 Stockholm

Avec les contributions des Services Économiques de Copenhague (M. Bouteiller, M. Valeur, R. Duvernay, P. Caceres), Helsinki (P. Poulouen, L. Vihinen, J. Zribi), Oslo (B. Zanghellini, F. Belle-Larant), de l'ambassade de France en Islande (G. Gallot, E. Tredez) et du Service Économique Régional de Stockholm (I. D'Armaillé, F. Lemaître, J. Grosjean, P. Charrier).